

## RELEVÉ DE DECISIONS - CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 20 DECEMBRE 2022

### Convocation du 15 décembre 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans, se sont réunis à Savennes, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Président le quinze décembre deux mille vingt-deux.

Nombre de membres :	Afférents au Comité : 44	Pour : 44
	En exercice : 52	Contre : 0
	Qui ont pris part à la délibération : 44	Abstention : 0

**Etaient présents :** Mesdames et Messieurs ACHARD Marie-Claire, CHAUCOT Gérard, FRUCHART Jean-Luc, LABONNE Jean-Jacques, COSTE Christiane, GIRARD Grégory, POUGHEON Jacky, ROMANEIX Alain, GAULON Pascal, FAURE Philippe, FRAISSE Cédric, SENEGAS ROUVIERE Didier, SOUCHAL Boris, DEMENEIX Elisabeth, IMBAUD Françoise, SABY Frédéric, BOUEIX Florence, COURTET Grégory, LOISEAU Catherine, TUREK Jean-Pierre, SAINT GERAND Jacques, REVARDEAU Pascale (suppléante), CARRIAS Charles, DONNET Anne-Michèle, LASSALAS Jean-Jacques, ROUGHEOL Cédric, SOUCHAL Max, DONNAT Nicolas, AMADON Georges, ONDET Dominique, GARDON Eliane, VIALETTE-GIRAUD Janette, MANUBY Audrey, BESANCON Gilles, THOMAS Bernard, LE CHAPELAIN Jean-Luc et GARCIA Josias.

**Absents :** Mesdames et Messieurs BIZET Jean-François, CAILLOUX Luc, BARRIER Martine COLLANGE Claude, CHASSAING Pascal, LLINARES Bruno, MONTPEYROUX Nicolas et MILORD Franck.

**Ont donné pouvoir :** Madame SOUCHAL Pascale à Monsieur ROUGHEOL Cédric, Monsieur LEROY Anthony à Monsieur FRUCHART Jean-Luc, Madame MONGINOU Naima à Madame COSTE Christiane, Madame BOIS MAILHOT Mireille à Madame ONDET Dominique, Monsieur LONGCHAMBON Vladimir à Monsieur TUREK Jean-Pierre, Madame BLOSSE Monique à Monsieur LASSALAS Jean-Jacques Madame BONY Yannick à Monsieur SOUCHAL Boris

Le Conseil communautaire a choisi pour secrétaire Madame MANUBY Audrey.

### 2022-06-01 : HABITAT CONVENTION RENOV' ACTIONS 63 AVENANT

Monsieur le Président rappelle que le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme a mis en place au 1er janvier 2021 le guichet Rénov'Actions 63, un service public gratuit qui permet d'accueillir et d'orienter les propriétaires privés qui souhaitent réaliser des travaux de rénovation de leur logement. Notre territoire bénéficiait d'un conseiller à mi-temps partagé avec la Communauté de Communes Pays de Saint-Eloy. Afin de répondre aux nombreuses demandes, le Conseil Départemental a validé en juillet dernier le passage de 0,5 à 1 ETP pour le territoire intercommunal Chavanon Combrailles et Volcans.

Il est ainsi proposé au conseil communautaire de valider un avenant à la convention Rénov'Actions 63 pour valider le passage de 0,5 à 1 ETP. La participation financière 2022 pour la Communauté de Communes sera de 8 663,33 €.

## LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

### Après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** la proposition du Président,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

## 2022-06-02 : RESSOURCES CANDIDATURE LEADER 2023-2027

Le président informe les membres du Conseil communautaire qu'un appel à projet a été lancé le 30 mars 2022 par le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes pour la sélection des territoires susceptibles de bénéficier du programme LEADER pour la période 2023-2027.

Il rappelle qu'actuellement le territoire de la communauté de communes est éligible au programme LEADER 2014-2022 porté par le Syndicat Mixte pour l'Aménagement et le Développement des Combrailles (SMADC).

Il expose que la prochaine programmation FEADER pour la période 2023 – 2027 s'inscrit dans un nouveau cadre réglementaire et la programmation régionale va désormais s'intégrer dans un Programme Stratégique National. Cette nouvelle architecture génère des évolutions budgétaires sur la programmation LEADER 2023-2027 en Région Auvergne-Rhône-Alpes, avec une baisse budgétaire importante concernant le développement rural. En outre, la région à travers cet appel à projet a décidé de ne retenir au niveau régional qu'environ 12 Groupes d'Action Locale (GAL) à l'échelle départementale.

En termes de périmètre, l'appel à projet prévoit que le périmètre de la candidature doit être composé d'EPCI entiers, et que les communes des métropoles sont exclues (à l'exception des communes également sur le périmètre d'un PNR).

L'appel à projet encadre le portage du programme de la manière suivante : la structure porteuse peut être désignée parmi les membres du GAL ou être une structure légalement constituée par l'association des membres du GAL.

Il explique que les territoires actuellement porteurs de programme LEADER sur la période 2014 – 2022, dont les Combrailles, se sont organisés afin de construire une candidature à l'échelle du Puy-de Dôme entre les partenaires suivants :

- Syndicat mixte du PNR Livradois-Forez ;
- Syndicat mixte du PNR des Volcans d'Auvergne ;
- Syndicat mixte du PETR du Grand Clermont;
- Communauté d'agglomération Agglo Pays d'Issoire ;
- Syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles ;
- Communauté de Communes Plaine Limagne

Les territoires partenaires ont constitué un groupement de commande afin de s'adjoindre les services d'un cabinet d'étude pour élaborer la candidature. Le Syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles a assuré la coordination de ce groupement.

Ainsi, un travail de concertation important a été effectué entre juillet et novembre 2022, ce qui a permis d'élaborer une stratégie locale de développement et un plan d'actions qui guidera la candidature au programme LEADER 2023-2027 qui sera déposée avant le 30 décembre 2022.

En termes de portage du futur GAL, les partenaires ainsi désignés ont choisi de ne pas créer de structure nouvelle et d'en confier le portage au Syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles. Une convention entre ces six structures partenaires précisera les modalités de partenariat et de fonctionnement de ce GAL.

La stratégie LEADER 2023-2027 adoptée au sein de cette candidature est décrite dans la note jointe à la présente délibération.

## LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

### Après en avoir délibéré,

- **Approuve** la candidature au programme LEADER 2023-2027 du GAL Puy-de-Dôme, approuve la stratégie

locale de développement du programme LEADER 2023-2027 présentée par ce GAL, s'engage à y participer,

- **Approuve** le périmètre proposé (Cf liste des communes en annexe) et demande que la communauté de communes soit incluse dans ce périmètre,
- **Approuve** le fait que la candidature et le GAL soient porté par le Syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles dans le cadre d'un partenariat défini entre les 6 structures partenaires précitées.

### 2022 06 03 RESSOURCES POLITIQUES CONTRACTUELLES LEADER ORCHESTRE ECOLE

Monsieur le Président rappelle le projet d'orchestre à l'école qui se déroule sur le territoire de la communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans.

Il précise qu'il convient d'acter le plan de financement définitif comme suit :

DEPENSES		RECETTES	
Achats instruments	13 069.37 €	Leader (75%) :	66 824.09 €
Transport élèves orchestre	3 548.63 €	Autofinancement (25%) :	22 274.70 €
Prestation enseignants	72 480.79 €		
<b>TOTAL</b>	<b>89 098.79 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>89 098.79 €</b>

**LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

**Après en avoir délibéré,**

- **VALIDE** le plan de financement tel que décrit ci-dessus,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

### 2022 06 04 RESSOURCES POLITIQUES CONTRACTUELLES LEADER FORMATION MUSICALE

Monsieur le Président rappelle le projet de création d'une formation musicale qui se déroule sur le territoire de la communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans.

Il précise qu'il convient d'acter le plan de financement définitif comme suit :

DEPENSES		RECETTES	
Prestation et équipements	98 899.85 €	Leader (80%) :	79 119.88 €
		Autofinancement (20%) :	19 779.97 €
<b>Total</b>	<b>98 899.85 €</b>	<b>Total</b>	<b>98 899.85 €</b>

**LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

**Après en avoir délibéré,**

- **VALIDE** le plan de financement tel que décrit ci-dessus,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

### 2022 06 05 RESSOURCES DESIGNATION REPRESENTANTS TOUS MOBILES

La Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans, dans le cadre de la sa compétence mobilité a

travaillé en partenariat avec l'association Plateforme Mobilité du Puy-De-Dôme (PFM63) pour concevoir un dispositif de co-voiturage solidaire avec les habitants du territoire au service des personnes empêchées dans leur mobilité. S'agissant d'un projet centré sur la participation la plus large possible des habitants, les deux partenaires ont convenu de la nécessité de créer l'association "Tous mobiles, le réseau solidaire - Chavanon Combrailles Volcans" pour animer et gérer ce dispositif.

Cette association est créée dans le cadre de l'arrêté du 17 octobre 2019 pris en application des articles R. 3133-3 et R. 3133-5 du code des transports relatifs aux services de transport d'utilité sociale. Afin de faciliter l'organisation et la gestion du projet de mobilité solidaire « Tous Mobiles », la Plateforme Mobilité 63 propose la création d'une Association.

## LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

### Après en avoir délibéré,

➤ **DESIGNE** Pascal GAULON, comme élu représentant la Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans à l'Association « Tous Mobiles, le réseau solidaire »

## 2022 06 06 RESSOURCES RH ASSURANCES STATUTAIRES

Nombre de membres :	Afférents au Comité : 44	Pour : 43
	En exercice : 52	Contre : 0
	Qui ont pris part à la délibération : 43	Abstention : 0

Monsieur le Président indique à l'assemblée que le contrat de la Communauté de communes Chavanon Combrailles et volcans arrive à échéance au 31 décembre 2022. Il propose au Conseil Communautaire de renouveler le contrat avec la CIGAC pour une durée d'un an.

Taux :

- CNRACL - 7.80 % avec une franchise de 10 jour ferme
- IRCANTEC : 1.21 % avec une franchise de 10 jour ferme

## LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

### DECIDE

**Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré, (Monsieur ROUGHEOL Cédric ne prend pas part au vote)**

➤ **ACCEPTE** la proposition du Président,

➤ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

## 2022 06 07 RESSOURCES RH AVANCEMENT GRADE CREATION POSTES

Monsieur le Président expose à l'assemblée la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 34.

Le Président indique au Conseil communautaire que plusieurs agents peuvent bénéficier d'un avancement de grade (à l'ancienneté ou sur concours) ou d'une promotion interne :

Nom	Grade occupé	Avancement proposé
CERESA Annette	Adjoint technique principal 2e classe	Adjoint technique principal 1ere classe
COURTET Elodie	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2e classe
JARRIER Michele	Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal 2e classe
RANCE Marie-Pierre	Adjoint administratif principal 2e classe	Adjoint administratif principal 1ere classe
SALMON Odile	Rédacteur principal 2e classe	Rédacteur principal 1ere classe

CHOMETTE Emeline (sur concours)	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2e classe
GUILLLOT David	Adjoint technique principal 1ere classe	Agent de maîtrise

Il est proposé au Conseil Communautaire de créer les postes correspondants et de demander la suppression de certains postes que ces agents occupaient précédemment à savoir :

- Création de 2 postes d'adjoint administratif principal de 2ème classe (35/35h) et suppression d'un poste d'adjoint administratif (35/35 h)
- Création d'un poste d'adjoint administratif principal de 1ere classe (28/35h) et suppression d'un poste d'un poste d'adjoint administratif principal de 2eme classe (28/35h)
- Création d'un poste d'adjoint technique territorial principal de 1ere classe (6/35h) et Suppression d'un poste d'Adjoint technique Territorial de 2eme Classe (6/35h)
- Création d'un poste de Rédacteur principal 1ere classe (35/35h)
- Création d'un poste d'agent de maîtrise et suppression d'un poste d'adjoint technique principal 1ere classe (35/35h)

Il est également proposé au Conseil Communautaire de créer un poste d'adjoint administratif principal 1ere classe à 28h pour exercer les missions d'assistante technique et chargé d'accueil France Services.

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

Entendu l'exposé de son Président,  
Après en avoir délibéré,

- **DECIDE** de créer 2 emplois permanents d'adjoint administratif principal de 2ème classe (35/35h) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, et de supprimer un poste d'adjoint administratif (35/35 h)
- **DECIDE** de créer 2 emplois permanents d'adjoint administratif principal de 1ere classe (28/35h) et de supprimer 1 emploi permanent d'adjoint administratif principal de 2<sup>e</sup> classe (28/35h) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.
- **DECIDE** de créer 1 emploi permanent d'adjoint technique territorial principal de 1ere classe (6/35h) et de supprimer 1 emploi permanent d'Adjoint technique Territorial principal de 2eme Classe (6/35h) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.
- **DECIDE** de créer 1 emploi permanent Rédacteur principal 1ere classe à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.
- **DECIDE** de créer 1 emploi permanent d'agent de maîtrise à temps complet et de supprimer un poste d'adjoint technique principal 1ere classe à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.
- **AUTORISE** le président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

#### 2022 06 08 RESSOURCES RH TABLEAU EFFECTIFS

Monsieur le Président expose à l'assemblée la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 34.

Suite aux créations de postes décidées par le Conseil Communautaire, le Président indique qu'il convient de valider le nouveau tableau des effectifs :

CADRE D'EMPLOI		
	OUVERTS	POURVUS
FILIERE ADMINISTRATIVE		
Attaché Principal	1	1
Attaché	7	7
Rédacteur principal	2	1

Rédacteur	2	2
Adjoint administratif principal	6	6
Adjoint administratif	9	7
FILIERE ANIMATION		
Animateur principal 2e classe	1	1
Animateur	2	2
Educateur jeunes enfants	1	1
Adjoint d'animation	6	5
FILIERE CULTURELLE		
Adjoint du patrimoine principal 2è cl	1	1
Adjoint du patrimoine	4	4
FILIERE TECHNIQUE		
Technicien	5	4
Adjoint technique principal	2	2
Adjoint technique	2	1
Agent de maitrise	1	1
Total	52	46

## LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

### Après en avoir délibéré,

- **VALIDE** le nouveau tableau des effectifs ci-dessous :
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

### 2022 06 09 RESSOURCES RH CDG MEDIATION

VU le code de justice administrative et notamment les articles L. 213-11 et suivants et R 213-1 et suivants ;

VU le code général de la fonction publique ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 25-2 créé par la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021, en attente de codification dans le code général de la fonction publique (article L. 452-40-1 à venir) ;

VU le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux ;

VU la délibération n° 2022-42 du 27 septembre 2022 du Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme fixant les modalités de mise en oeuvre de la mission de médiation confiée au Centre de gestion.

Dispositif novateur qui a vocation à fluidifier l'activité des juridictions, la médiation s'entend de tout processus structuré, quelle qu'en soit la dénomination, par lequel deux ou plusieurs parties tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends, avec l'aide d'un tiers, le médiateur, choisi par elles ou désigné, avec leur accord, par la juridiction. Le médiateur désigné accomplit sa mission avec impartialité, compétence et diligence.

Du 01 avril 2018 au 31 décembre 2021, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme a expérimenté, aux côtés de 41 autres Centres de gestion, la mise en oeuvre de la médiation préalable obligatoire. Le bilan de cette expérimentation, globalement positif, a conduit à sa pérennisation par la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire ; laquelle a entériné le recours à ce dispositif et a identifié les Centres de gestion pour assurer des médiations dans les domaines relevant de leurs compétences, à la demande des collectivités territoriales et établissements publics.

Ainsi, l'article 25-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 (en attente de codification au sein du code général de la fonction publique) enjoint aux Centres de gestion d'assurer, par convention, une mission de médiation préalable obligatoire. Il permet, en sus, aux Centres de gestion d'assurer une mission de médiation à l'initiative du juge ou à l'initiative des parties.

Trois situations différentes de médiation sont ainsi susceptibles d'être prises en charge par le Centre de gestion :

- La médiation préalable obligatoire :

La médiation préalable obligatoire est applicable aux recours formés contre un certain nombre de décisions, précisément identifiées par décret.

- La médiation à l'initiative du juge :

Conformément au code de justice administrative, le juge administratif peut, après avoir recueilli le consentement des parties à un litige, ordonner une médiation.

- La médiation à l'initiative des parties :

Le Centre de gestion peut être désigné par les parties en conflit pour assurer une mission de médiation.

En adhérant à cette mission, la Communauté de communes prend acte, dans le cadre de la médiation préalable obligatoire, que les recours formés contre les décisions individuelles listées ci-après sont, à peine d'irrecevabilité, précédés d'une tentative de médiation :

- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération (traitement, supplément familial de traitement, régime indemnitaire...);
- Refus de détachement, de placement en disponibilité ou de congés non rémunérés prévus pour les agents contractuels ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé sans traitement ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps ou cadre d'emploi obtenu par promotion interne ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises à l'égard des travailleurs handicapés ;
- Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions

Pour bénéficier de cette mission, il convient de délibérer pour autoriser l'autorité territoriale à signer la convention d'adhésion avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme.

## **LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

### **Après en avoir délibéré,**

- **DECIDE** d'adhérer à la mission de médiation proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme ;
- **PREND ACTE** que les recours contentieux formés contre des décisions individuelles dont la liste est déterminée par le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux et qui concernent la situation de ses agents sont, à peine d'irrecevabilité, obligatoirement précédés d'une tentative de médiation ;
- **PREND ACTE** que le tarif de la mission de médiation préalable obligatoire est ainsi fixé : 60 euros / heure de médiation, auquel s'ajoute, le cas échéant, la prise en charge des frais complémentaires susceptibles d'être



supportés par le Centre de Gestion pour l'exercice de la médiation (frais de missions du médiateur, ...) ;

➤ **AUTORISE** le Président à signer la convention d'adhésion à la mission de médiation proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme annexée à la présente délibération, ainsi que tous les actes y afférents.

#### 2022 06 10 RESSOURCES FINANCES RESOLUTION BEA MICRO CRECHE GIAT

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans a pris la maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement d'une micro-crèche à Giat. Les travaux ont été réceptionnés le 27 juillet 2022 et les réserves levées le 14 septembre 2022.

Le futur preneur a sollicité la collectivité pour réaliser le bail en présence des cabinets d'avocats des deux parties.

Suite à un rendez-vous avec l'avocat de la CCV, Maître POISSON, un problème juridique a été découvert concernant le bail emphytéotique réalisé avec la commune.

Le bâtiment faisant parti du domaine public de la commune, la CCV se trouve dans l'impossibilité de réaliser un bail commercial sur ce domaine.

Afin de régulariser la situation, il convient d'annuler le bail emphytéotique administratif passé le 3 mars 2022 et de confier au notaire ayant passé l'acte le soin d'annuler cet acte.

#### **LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

##### **Après en avoir délibéré,**

➤ **ACCEPTE** la proposition du Président,

➤ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

#### 2022 06 11 RESSOURCES FINANCES CONVENTION MISE A DISPOSITION MICRO CRECHE GIAT

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans a pris la maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement d'une micro-crèche à Giat.

Afin de pouvoir réaliser le bail commercial avec le futur preneur, il convient de réaliser une convention de mise à disposition de la partie du bâtiment concerné avec la commune.

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire de confier la mission de rédaction de cette convention au cabinet DS Avocats.

#### **LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

##### **Après en avoir délibéré,**

➤ **ACCEPTE** la proposition du Président et **DECIDE** de retenir le cabinet DS AVOCATS,

➤ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

#### 2022 06 12 RESSOURCES FINANCES LOYER MICRO CRECHE GIAT

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans a pris la maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement d'une micro-crèche à Giat.

Les travaux étant réceptionnés depuis le 27/07/2022 et les réserves levées depuis le 14/09/2022, il convient de définir les modalités de location.

Le futur preneur a sollicité la collectivité pour réaliser le bail en présence des cabinets d'avocats des deux parties.

Il est proposé de réaliser :

- Un bail commercial 3, 6 et 9 ans au sens de la réglementation en vigueur en pareille matière avec un



loyer mensuel de 570€ HT (hors charges) à compter de la date de signature du bail.

## **LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

### **Après en avoir délibéré,**

- **ACCEPTE** la proposition du Président,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

## **2022 06 13 RESSOURCES FINANCES BAIL BRIGADE GENDARMERIE PONTAUMUR**

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans est propriétaire de la brigade de gendarmerie de Pontaumur.

Il précise qu'un bail de la caserne de gendarmerie de Pontaumur a été signé entre l'ÉTAT et la communauté de communes de « Haute Combraille » en application du décret n°93-130 et de la circulaire du premier ministre du 28 janvier 1993 relative aux conditions de prise à bail par l'État des locaux destinés aux unités de gendarmerie départementale édifiés par les collectivités territoriales. Ce bail avait été conclu pour une période de 9 ans, à compter du 15 mars 2011, pour un loyer financier de 56 000 €/an, invariable pendant 9 ans. Le bail indiquait toutefois, un retour d'un loyer à la valeur locative de marché lors du renouvellement

Le bail étant arrivé à échéance le 14 mars 2020, un premier projet de renouvellement vous avait été adressé 23 juillet 2020 au montant de loyer 48 700 €, conformément à la clause de renouvellement du bail.

Par un courrier du 15 octobre 2020, la CC Chavanon Combrailles et Volcans constatait la baisse de loyer de 13 % proposé et a sollicité une nouvelle étude du loyer afin de prendre en compte les multiples réparations locatives et les contrôles réglementaires réalisés, en rappelant également que lors de la construction de la brigade une partie de la subvention départementale pour le financement de la caserne n'a pas été obtenu et que des dégradations intérieures ont été causées par une mauvaise utilisation des occupants.

Les services de l'état ont transmis en date du 26 septembre 2022 un nouveau projet de bail dont les modalités sont les suivantes :

- Renouvellement du bail d'une durée de 9 ans (du 15 mars 2020 au 14 mars 2029) avec maintien du loyer financier de 56 000 € TTC, déterminé lors de la construction de la caserne, jusqu'au terme de la première période triennale, soit le 14 mars 2023. À compter de cette date, le loyer serait révisé en fonction de l'évolution de l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT). Le loyer serait également par la suite révisé en fonction de l'évolution de l'ILAT pour la seconde révision triennale à compter du 14 mars 2026,
- la clause de renouvellement indique que, sauf en cas de non-respect des obligations du bailleur, le bail serait renouvelé pour une période supplémentaire de 9 années, à compter du 15 mars 2029, le loyer étant fixé en fonction de l'évolution de l'indice ILAT. De la même façon et suivant ce même dispositif, ce loyer serait révisable triennalement de façon automatique en fonction de l'évolution de ce même indice, sans que nous n'ayez à effectuer une quelconque démarche
- à l'issue de ce second renouvellement, soit au terme d'une période de trois baux complets couvrant une période de 27 années, qu'un troisième renouvellement serait envisagé avec une détermination du loyer en fonction de la valeur locative réelle, soit au 15 mars 2038.

Cette proposition a été refusée par le Conseil communautaire en date du 29 septembre 2022.

Suite à la notification de cette décision, les services immobiliers ont transmis une nouvelle proposition en date du 18 novembre 2022 incluant une hausse de 10% du montant de loyer proposé à savoir un montant annuel de 61 600 € TTC

Vu la nouvelle proposition de bail ainsi que les différentes modalités proposées,

Vu le coût annuel pour la collectivité, le loyer ne couvrant pas l'emprunt contracté et les dépenses de

fonctionnement réglées par la Communauté de communes sur la durée du premier bail,

Monsieur le Président propose de ne pas accepter cette proposition, et propose aux services immobiliers de fournir une nouvelle proposition. L'emprunt de la communauté de communes souscrit pour ce projet comporte une annuité de 71 751,76 € HT.

#### **LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

##### **Après en avoir délibéré,**

➤ **REFUSE** la nouvelle proposition de loyer transmis par les affaires immobiliers de gendarmerie pour la location de la brigade de Pontaurum,

➤ **SOUHAITE** que le loyer proposé puisse inclure le montant de l'annuité d'emprunt contracté par la collectivité.

➤ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

#### **2022\_06\_14 RESSOURCES MOTION AMF**

Le Conseil communautaire exprime sa profonde préoccupation concernant les conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de la commune, sur sa capacité à investir et sur le maintien d'une offre de services de proximité adaptée aux besoins de la population.

Nos communes et intercommunalités doivent faire face à une situation sans précédent :

Estimée pour 2022 et 2023 à environ 5,5%, l'inflation, à son plus haut niveau depuis 1985, va faire augmenter les dépenses annuelles de fonctionnement de plus de 5 Md€.

Les coûts de l'énergie, des produits alimentaires et des matériaux connaissent une hausse spectaculaire qui à elle seule compromet gravement l'équilibre des budgets de fonctionnement et les capacités d'investissement des communes et de leurs intercommunalités.

Enfin, l'augmentation de 3,5% du point d'indice, mesure nécessaire pour les agents territoriaux, ajoute une charge supplémentaire de 2,3 Md€ pour nos collectivités.

Après quatre ans de baisse des dotations de 2014 à 2017, la réduction des moyens s'est poursuivie depuis 2017 avec le gel de la DGF et la baisse chaque année des attributions individuelles pour plus de la moitié des collectivités du bloc communal.

Les projets de loi de finances et de programmation des finances publiques proposent de rajouter encore des contraintes avec la suppression de la CVAE et une nouvelle restriction des interventions des collectivités locales, à hauteur de 15 Md€ d'ici 2027, par un dispositif d'encadrement des dépenses comparable à celui dit de Cahors et visant un plus grand nombre de communes et d'intercommunalités.

Ces mesures de restriction financières de nos communes ne se justifient pas : les collectivités ne sont pas en déficit et les soldes qu'elles dégagent contribuent au contraire à limiter le déficit public.

Les erreurs du passé ne doivent pas être reproduites : depuis 2014, la baisse cumulée des dotations, qui représente un montant de 46 Md€ a conduit à l'effondrement des investissements alors que les comptes de l'Etat n'ont fait apparaître aucune réduction de déficit : celui de 2019, juste avant la crise sanitaire, est resté au même niveau qu'en 2014 (3,5% du PIB).

Face à l'impact de la crise économique, il est essentiel de garantir la stabilité en Euros constants des ressources locales pour maintenir l'offre de services à la population, soutien indispensable au pouvoir d'achat des ménages. Face à la faiblesse de la croissance annoncée à 1% en 2023, l'urgence est également de soutenir l'investissement public local qui représente 70% de l'investissement public et constitue une nécessité pour accompagner la transition écologique des transports, des logements et plus largement de notre économie.

Dans un contexte de crise mondiale, le Parlement doit prendre la mesure de cette réalité et permettre aux communes et intercommunalités de disposer des moyens d'assurer leurs missions d'amortisseurs des crises.

La Communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans soutient les positions de l'Association de Maires de France qui propose à l'Exécutif :

- d'indexer la DGF sur l'inflation 2023, afin d'éviter une nouvelle réduction des moyens financiers du bloc communal de près de 800 millions d'euros. La revalorisation de la DGF est également indispensable pour engager une réforme globale de la DGF, visant notamment à réduire les écarts injustifiés de dotations.
- de maintenir l'indexation des bases fiscales sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de novembre 2022 (+6,8% estimés).

- soit de renoncer à la suppression de la CVAE, soit de revoir les modalités de sa suppression. Adossée à la valeur ajoutée et déductible du bénéfice imposable à l'IS, la CVAE n'est pas déconnectée des performances de l'entreprise, elle n'est pas un impôt de production mais constitue un lien fiscal essentiel entre les entreprises et leur territoire d'implantation.

Les collectivités ne sont pas responsables du niveau élevé des prélèvements obligatoires, la fiscalité locale ne représentant que 6,5% du PIB sur un total de 44,3%.

Si la suppression de la CVAE devait aboutir, il serait alors indispensable de la remplacer par une contribution locale, sur laquelle les collectivités garderaient le pouvoir de taux et/ou d'assiette. Dans l'attente d'un dispositif élaboré avec les associations d'élus, la Communauté de commune demande un dégrèvement permettant une compensation intégrale.

- de renoncer à tout dispositif punitif d'encadrement de l'action locale. Les 15 Md€ de restrictions de dépenses imposés aux collectivités locales d'ici 2027 sont en réalité des restrictions imposées à la population car c'est autant de moins pour financer l'offre de services.

- de réintégrer les opérations d'aménagement, d'agencement et d'acquisition de terrains dans l'assiette du FCTVA. Cette réintégration doit être opérée en urgence pour permettre notamment aux collectivités locales frappées par les incendies d'avoir de nouveau accès au FCTVA pour l'aménagement des terrains concernés.

- de rénover les procédures d'attribution de la DETR et de la DSIL pour permettre une consommation des crédits votés en lois de finances. En particulier, la Communauté de communes demande la suppression des appels à projets, et, pour l'attribution de la DSIL, l'instauration d'une commission d'élus et la transmission des pouvoirs du préfet de région au préfet de département. Cette même logique doit prévaloir pour l'attribution du « fonds vert ».

La Communauté de communes demande que la date limite de candidature pour la DETR et pour la DSIL intervienne après le vote du budget primitif concerné. Cette évolution permettrait de donner plus de temps aux échanges avec les services de l'État et d'appréhender l'ensemble des projets éligibles.

Enfin, dans un souci de simplification, lorsque le cumul des deux dotations est possible, il faut que le même dossier puisse servir à l'instruction de l'attribution des deux dotations.

Concernant la crise énergétique, la Communauté de communes soutient les propositions faites auprès de la Première ministre par l'ensemble des associations d'élus de :

- Créer un bouclier énergétique d'urgence plafonnant le prix d'achat de l'électricité pour toutes les collectivités locales, éventuellement assorti d'avances remboursables.
- Permettre aux collectivités de sortir sans pénalités financières des nouveaux contrats de fourniture d'énergie, lorsqu'elles ont dû signer à des conditions tarifaires très défavorables.
- Donner aux collectivités qui le souhaitent la possibilité de revenir aux tarifs réglementés de vente (TRV)
- c'est-à-dire aux tarifs régulés avant l'ouverture à la concurrence - quels que soient leur taille ou leur budget.

## **2022 06 15 RESSOURCES FINANCES OUVERTURE DE CREDITS EXERCICE 2023 – AUTORISATION DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET**

Monsieur le Président rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

### **« Article L 1612-1**

*Modifié par LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37(VD)*

*Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

*Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.*

*En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.*

*L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.*

*Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.*

*Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.*

*Le présent article s'applique aux régions, sous réserve des dispositions de l'article L. 4312-6. »*

Monsieur le Président rappelle le montant des dépenses d'investissement inscrites au BP 2022 :

· Chapitre 20 – Immobilisations corporelles (sauf 204) :	53 445,00 €
· Chapitre 204 – Subventions d'équipement :	167 700,00 €
· Chapitre 21 – Immobilisations corporelles :	807 844,00 €
· Chapitre 23 – Immobilisations en cours :	4 397 615,54 €
<hr/>	
Total des opérations d'équipement :	5 426 604,54 €

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 311 500 € (< 25% x 5 426 604,54 €.)

Il est précisé que les crédits correspondants aux dépenses seront inscrits avec les nouveaux crédits sur le budget 2023.

#### **LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré,

➤ **AUTORISE** le Président, préalablement à l'adoption du budget primitif 2023, à engager, liquider et mandater dans la limite du quart des dépenses d'investissement prévues au budget général 2022, les dépenses d'investissement suivantes :

- ✓ **Article 10226** : taxe d'aménagement pour **1 500€**
- ✓ **Article 2031** : étude pré-opérationnelle OPAH pour **70 000€**
- ✓ **Article 2313** : création de nouveaux bureaux site de Pontaurmur, ... pour **200 000€**
- ✓ **Article 2183** : acquisition nouveau système de téléphonie pour **20 000€**
- ✓ **Article 2184** : acquisition kitchenette **20 000€**

#### **2022 06 16 RESSOURCES FINANCES DM 11**

Le **CONSEIL DE COMMUNAUTE**, sur proposition du Président :

- Considérant que les crédits ouverts aux articles ci-après du budget de l'exercice 2022 sont insuffisants,
- Décide de modifier les inscriptions comme suit :

## GARDERIE

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-6574 : Subventions de fonctionnement aux associations et autres ...	0.00 €	1 000.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>	<b>0.00 €</b>	<b>1 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
R-74741 : Communes membres du GFP	0.00 €	0.00 €	0.00 €	1 000.00 €
<b>TOTAL R 74 : Dotations, subventions et participations</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>1 000.00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>0.00 €</b>	<b>1 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>1 000.00 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>1 000.00 €</b>		<b>1 000.00 €</b>

### 2022 06 17 RESSOURCES TRANSITION ECOLOGIQUE SOUTIEN PROJET SCIERIE SABY

Monsieur le Président indique que la scierie des Combrailles souhaite investir sur un moyen de production de son électricité. Le projet actuel est de 534kWc de panneaux photovoltaïque et 268kWh de batterie. L'entreprise envisage la revente en autoconsommation collective du surplus d'électricité.

Il propose au Conseil communautaire de donner un accord de principe de la participation de la CCV à l'opération d'autoconsommation collective en partenariat avec la scierie des Combrailles avec l'intention de rachat du surplus de production d'électricité à un tarif qui restera à définir mais qui sera forcément inférieur au prix actuel du marché, tout en conservant ses contrats électriques actuels (groupement de commandes via TER63)

#### **LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

**Après en avoir délibéré,**

- **ACCEPTE** la proposition du Président,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

### 2022 06 18 RESSOURCES MARCHES PUBLICS EFS PTG LOT PLOMBERIE

La CCV a lancé les travaux de réhabilitation d'une partie du bâtiment accueillant la communauté de communes à Pontgibaud afin d'accueillir de nouveaux bureaux dans le cadre de l'extension France Services de Pontgibaud.

Suite à cette consultation, le lot Plomberie a été déclaré infructueux. Une nouvelle consultation a été lancée pour ce lot.

Suite à la commission d'appel d'offres du 16 décembre, il est proposé au conseil communautaire de retenir l'offre de l'entreprise BROUSSE pour un montant de 39 004.38 € HT.

#### **LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

**Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré,**

- **APPROUVE** la proposition du Président,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

### 2022 06 19 RESSOURCES MARCHES PUBLICS COWORKING GIAT

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans est maître

d'ouvrage pour la réhabilitation d'un bâtiment pouvant accueillir un espace de Coworking à Giat.  
Suite à cette consultation, il convient de retenir les entreprises pour ces travaux.

Les attributaires sont désignés ci-dessous :

<b>LOT 1 : DEPOLLUTION AMIANTE</b>	DECUTIS	11 990,00 €
<b>LOT 2 : DEMOLITIONS GROS ŒUVRE VRD</b>	SMC FAURE	55 793,98 €
<b>LOT 3 : MENUISERIES EXTERIEURES BOIS</b>	LOPITAUX	59 917,00 €
<b>LOT 4 : SERRURERIE</b>	INFRUCTUEUX	
<b>LOT 5 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS</b>	LOPITAUX	71 562,99 €
<b>LOT 6 : CLOISONS DOUBL PLAFONDS ISO PEINTURE</b>	PEGEON	67 500,00 €
<b>LOT 7 : CARRELAGE FAIENCE</b>	CARTECH	7 523,34 €
<b>LOT 8 : SOLS TEXTILES PVC</b>	CARTECH	21 415,05 €
<b>LOT 9 : ELECTRICITE</b>	DOMELEC	38 945,95 €
<b>LOT 10 : SANITAIRE CHAUFFAGE VENTILATION</b>	MAZET SOLUTIONS	63 418,05 €

**LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

**Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré,**

- **APPROUVE** la proposition du Président,
- **DECLARE** le lot 4 serrurerie infructueux et décide de lancer une nouvelle consultation pour le lot,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

#### 2022 06 20 RESSOURCES BAIL MSP PTG

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans a pris la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'extension de la Maison de Pontgibaud. La parcelle concernée est cadastrée A 865 située 24, rue Fernand Andant 63230 PONTGIBAUD

Les travaux sont réceptionnés, il convient de définir les modalités de location avec l'association des professionnels de santé de Pontgibaud.

Conditions :

- Bail commercial : 3, 6 et 9 ans
- Loyer mensuel : 1 500 € HT

**LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

**Après en avoir délibéré,**

- **ACCEPTE** la proposition du Président,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

#### 2022 06 21 ENVIRONNEMENT TARIF SPANC

Monsieur le Président indique que suite à la commission environnement qui a eu lieu le 29.11.2022, il est proposé de revoir les tarifs ANC à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 comme suit :

	Tarification	Modalités de
--	--------------	--------------

	HT	recouvrement
<u>Contrôle de conception</u> -effectué dans le cadre d'une installation d'ANC neuve, -effectué dans le cadre de travaux de réhabilitation d'une installation d'ANC existante.	150 € HT 125 € HT	Après transmission du rapport de contrôle
<u>Contrôle d'exécution</u> -effectué dans le cadre d'une installation d'ANC neuve, -effectué dans le cadre de travaux de réhabilitation d'une installation d'ANC existante.	150 € HT 125 € HT	
<u>Contrôle diagnostic d'une installation d'ANC existante</u> -effectué dans le cadre du contrôle périodique obligatoire, -effectué dans le cadre d'une vente.	150 € HT 200 € HT	
<u>Frais de contre-visite et de relance</u> -suite à l'exécution non conforme d'une installation d'ANC neuve ou réhabilitation, -en cas de non signalement des travaux de réhabilitation, -suite à l'absence non justifiée ayant occasionné un déplacement de l'agent chargé du contrôle.	150 € HT	
<u>Astreintes financières</u> -Suite à refus ou obstacle dans l'accomplissement d'un contrôle par le SPANC	200 € HT	
<u>Constitution du dossier technique de demande de subventions auprès des organismes tiers</u>	150 € HT	

## LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

### Après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** la proposition du Président,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

## 2022 06 22 ENVIRONNEMENT CTC DIG

Monsieur le Président indique que les cours d'eau intégrés au contrat territorial Chavanon en action sont non domaniaux. Par conséquent le lit des cours d'eau appartient aux propriétaires riverains qui ont à charge leur entretien. La déclaration d'intérêt général est une procédure habilitant les collectivités territoriales et leurs groupements à réaliser des travaux sur des linéaires de cours d'eau présentant un caractère d'intérêt général (mise en défens/ abreuvoirs pour réduire le piétinement, renaturation, entretien de ripisylve etc).

La DIG permet ainsi :

- L'accès aux propriétés privées
- Justifier la dépense de fonds publics sur des parcelles privées
- De réaliser des travaux d'entretien, sur des linéaires plus importants une échelle plus cohérente (sur un tronçon et non pas une seule parcelle) telle que demandé par le SDAGE.

Deux types de DIG :

- La DIG « classique » avec enquête publique
- La DIG dite « Warsmann » sans enquête publique



La DIG Warsmann permet de s'exonérer de l'enquête publique et des frais liés (publication dans journaux, commissaire enquêteur, etc). Toutefois nécessite :

- De n'avoir aucun travaux soumis à autorisation de la nomenclature eau
- Pas d'expropriation
- Pas de participation financière demandée aux propriétaires
- De ne pas avoir trop de propriétaires pour chaque linéaire concerné par les travaux (maximum de 30 conseillé) car nécessite d'avertir chaque propriétaire.

Les travaux projetés dans le cadre du contrat Chavanon sur le territoire de la communauté de communes ne devraient qu'être soumis, au maximum, à déclaration. De plus le nombre de propriétaires concernés reste assez restreint. Aucune participation financière n'est demandée (interdit si taxe GEMAPI).

Par conséquent, il serait possible de passer par une DIG Warsmann.

Il est proposé au Conseil Communautaire de valider le principe de mise en place d'une DIG Warsmann.

## LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

### Après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** la proposition du Président,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

## 2022 06 23 ECONOMIE DOSSIER A89

Monsieur le Président rappelle aux membres présents qu'il appartient à la Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans de délibérer afin d'octroyer les aides A89 et ceux en application de la convention signée avec la Région Auvergne Rhône Alpes. Monsieur le Président présente les dossiers déposés et propose au Conseil Communautaire d'octroyer les aides comme indiqué ci-dessous :

Porteur de projet/ Entreprise	Intitulé	COMMUNE	Projet / Nature des investissements	Montant dépenses retenues	Pourcentage Fonds A89	Montant Fonds A89	LEADER	Subvention Région
BRASSERIE DU VALHALLA	Création d'une micro- brasserie	PONTAUMUR	Création d'une brasserie à Pontaurmur. Investissement : Achat de fermenteurs et matériel professionnel	76 860,34 €	6,51%	5 000,00 €	8 058,10 €	10 000,00 €
GARAGE LANGAIS	Développement d'activité / garage	CHAPDES- BEAUFORT	Développement de l'activité de mécanique agricole et auto sur la ZA de Chapdes-Beaufort. Création et aménagement d'un nouveau bâtiment garage et concession	355 740,00 €	6,00%	6 000,00 €	24 000,00 €	- €
CAFE DU NORD	Reprise du restaurant	BOURG LASTIC	Travaux de rénovation : aménagement intérieur (notamment agrandissement de la salle), électricité, rénovation de la façade	33 759,99 €	10,00%	3 376,00 €	- €	6 752,00 €
CHEZ AGATHE	Reprise de l'Auberge de Saint-Pierre	SAINT-PIERRE-LE- CHASTEL	Achat d'un four de cuisine	4 453,00 €	20,00%	890,60 €	- €	- €
HD BUCHES - Hugo DROUILLARD	Création d'un hangar / atelier de maintenance et bureau	MONTEL-DE-GELAT	Developpement de l'entreprise (vente/livraison de bois de chauffage) : travaux d'électricité du nouveau bâtiment.	6 803,68 €	20,00%	1 360,74 €	- €	- €
AU PERCE NEIGE - Mme FALEIX Aurélie	Installation d'une fleuriste	PONTGIBAUD	Création d'un commerce de fleurs à Pontgibaud : travaux d'aménagement du local, prestation communication	10 191,68 €	10,00%	1 019,17 €	- €	2 754,17 €

## LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

### Après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** la proposition du Président,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

## 2022 06 24 HABITAT PIG RENOUVELLEMENT

Monsieur le Président propose de renouveler la participation de la Communauté de Communes au nouveau programme d'amélioration de l'habitat (PIG « situations simples ») 2022-2024 porté par le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme. Dans ce cadre, il est proposé que la Communauté de Commune accorde une aide complémentaire par ménage bénéficiant des aides de l'Anah, dont les montants sont indiqués dans le tableau suivant :

Catégorie travaux	Ménage modeste	Ménage très modeste
Précarité énergétique	500 €	600 €
Autonomie	500 €	600 €
Habitat indigne ou très dégradé	500 €	600 €

### **LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

#### **Après en avoir délibéré,**

- **ACCEPTE** la proposition du Président,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

## 2022 06 25 ENFANCE JEUNESSE CONVENTION GRANDIR EN MILIEU RURAL MSA

La convention Grandir en Milieu Rural (GMR) est une convention de partenariat qui invite l'ensemble des acteurs locaux des territoires ruraux agissant sur le champ de la petite enfance, de l'enfance-jeunesse et de la parentalité, à intervenir sur des axes prioritaires tels que la prévention santé, la mobilité, la citoyenneté, le renforcement des solidarités entre les générations, le numérique...

Elle se concrétise par la signature d'un accord entre la Mutualité Sociale Agricole Auvergne (MSA) et un territoire.

Elle est signée pour une durée de 3 ans et a été élaborée en étroite collaboration avec les services de la MSA Auvergne 2022-2025.

Ce conventionnement avec la MSA vient en complément de celui de la CAF avec la convention Territoriale Globale (CTG) et permettra entre autres d'aider au financement du pôle enfance jeunesse à Pontaumur ou encore de développer des actions de soutien à la parentalité ou de prévention sur le numérique.

Ce dispositif est centré sur les besoins prioritaires de l'enfance jeunesse, de l'accueil du jeune enfant, des loisirs et des vacances et également la parentalité, la mobilité et le numérique, afin de renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants d'un territoire.

### **LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

#### **Après en avoir délibéré,**

- **AUTORISE** le Président à signer la convention Grandir en milieu Rural et entreprendre toutes les démarches nécessaires dans le cadre de ce partenariat.

## 2022 06 26 SANTE ACQUISITION BATIMENT MONTEL

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans a réalisé un pôle santé sur la commune du Montel de Gelat.

Il précise qu'une maison d'habitation adjacente au pôle santé est disponible à la vente sur la parcelle AR 205 d'une surface de 321 m<sup>2</sup>. Les propriétaires ont fait parvenir à la CCV une proposition de vente à hauteur de 16 000 € (hors frais de notaire).

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire d'acquérir ce bâtiment dans le cadre du développement de la Maison de santé.

**LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,**

**Après en avoir délibéré,**

- **ACCEPTE** la proposition du Président,
- **DECIDE** d'acquérir la parcelle AR 205 pour un montant de 16 000 € et de **PRENDRE** en charge les frais notariés
- **DECIDE** de retenir Maître VEISSIER pour établir l'acte de vente,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.